

L'ÉDITO

Eric Deffet

LA FIN DU MOIS COMMENCE LE 8 FÉVRIER

Le couac dans le versement des allocations familiales en Wallonie relève manifestement d'un malentendu grotesque entre l'organisme payeur et son prestataire bancaire. A ce stade, il faudrait être de mauvaise foi pour y chercher une responsabilité politique dans le chef d'Alda Greoli. La réaction courroucée de la ministre régionale de l'Action sociale a été à la mesure du problème, son engagement en vue d'une indemnisation des familles lésées également.

Reste toutefois une lamentable histoire dont la mandataire CDH, le gouvernement MR-CDH et la Wallonie auraient volontiers fait l'économie. Les réformes de l'Etat successives, et la sixième d'entre elles en particulier, ont placé les Régions face à un défi énorme : digérer des transferts massifs de compétences colossales sans que le citoyen ne pâtisse de l'exercice. C'est la hantise de tous les ministres : le grain de sable qui se glisse dans des mécanismes d'une grande complexité et enraye le service dû à la population.

Les Wallonnes et les Wallons qui perçoivent des allocations familiales n'ont rien demandé, et surtout pas la régionalisation d'un dispositif qui s'avère souvent indispensable aux budgets des familles. Passer de bénéficiaires à victimes leur est dès lors intolérable. Ils perdent un peu plus confiance dans les décideurs et les administrations qui doivent apporter des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent.

Passer de bénéficiaires

**à victimes leur est
dès lors intolérable**

La Wallonie va jouer gros dans les mois et les années qui viennent. Elle a engagé des chantiers qui s'apparentent à autant de courses d'obstacles et qui requièrent des compétences de haut vol, un professionnalisme de tous les instants et des moyens à la mesure des enjeux, notamment dans le domaine informatique.

On songe à l'assurance autonomie à laquelle contribueront les citoyens, mais aussi à la réforme des aides à l'emploi qui inquiète déjà travailleurs et employeurs. La Région devra bientôt aussi reprendre à son compte la gestion du précompte immobilier, en provenance du fédéral, comme les allocations familiales. La prise de risque est importante. La confiance s'étiole. Croisons les doigts.

Surtout, la polémique de ce week-end tombe à un très mauvais moment : à trois mois des élections, la question du pouvoir d'achat est plus que jamais un enjeu essentiel. Même si l'erreur de vendredi est vite réparée, elle apparaîtra à ceux qui en ont pâti comme une nouvelle atteinte incompréhensible aux moyens modestes dont disposent des milliers de foyers pour vivre ou survivre.

Un ou deux jours de retard dans le versement d'une allocation, cela peut paraître anodin à certains. Pour beaucoup d'autres par contre, il s'agit bien d'un drame. Et ils risquent de s'en souvenir dans l'isolement. Voilà pourquoi cet incident n'a rien d'anecdotique.